



# RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

## Sud Kivu & Maniema | mars 2020

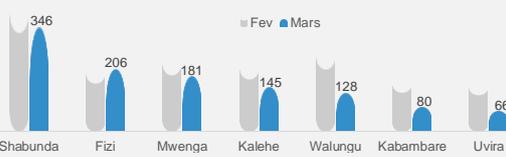
### Chiffres clés

**1.161** cas de violations  
**767** victimes

### Tendances mensuelles



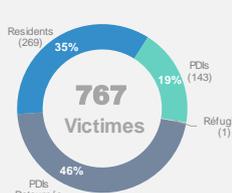
### Tendances par territoire



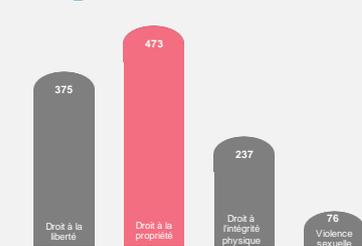
### Genre des victimes



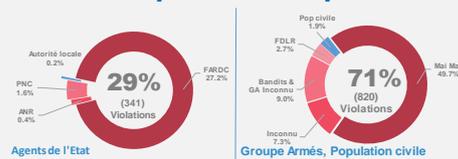
### Statut des victimes



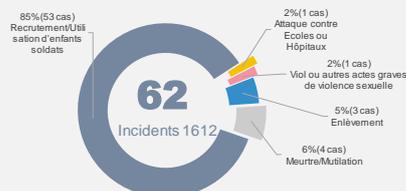
### Catégorie des violations



### Violations par auteurs présumés



### Résolution 1612



Les données désagrégées par zones de santé, auteurs présumés et tranches d'âges sont disponibles en annexe

### RESUME

De même qu'au courant du mois de février 2020, la situation de protection dans la Province du Sud-Kivu et dans le territoire de Kabambare dans la Province du Maniema a été caractérisée par une activité intense des groupes armés, des conflits intercommunautaires et des opérations militaires des Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) contre des groupes armés. On note une baisse assez significative des cas de violations des droits humains enregistrés passant de 1.563 à 1.161, soit une diminution de 26%. En effet, ce sont **1.161 cas de violations** des droits humains, ayant touché **767 civils** (354 retournés, 269 résidents, 143 personnes déplacées internes IDPs et 1 réfugié) ont été documentées.

Les violations au droit à la propriété viennent en premier (473 cas soit 41% des données globales), en second les violations du droit à la liberté (375 cas, soit 32%) et les atteintes à l'intégrité physique (237 cas soit 20% des violations).

Les principaux auteurs présumés demeurent les Maï Maï avec 577 cas contre 316 pour les FARDC. Ces violations ont été commises, pour la plupart, lors d'incursions dans les villages, ou lors d'affrontements intercommunautaires impliquant les groupes et les milices armés. Pour les FARDC, ces violations interviennent lors des opérations de traque.

Les territoires de Shabunda et Fizi sont les plus touchés avec respectivement 346 et 206 cas de violations.

Les SGBV totalisent ce mois 76 cas, soit 7% des violations. Comparativement au mois de février qui a enregistré 103 cas, il se dégage une diminution de 26,2%. Sur les 76 cas, 29 cas de viol ont été documentés pour lesquels Mwenga (07 cas), Uvira (07 cas) et Fizi (06 cas) restent les territoires les plus touchés.

Le territoire de Fizi a été particulièrement affecté par les cas d'enlèvements et activisme des groupes et hommes armés. Au total 24 enlèvements ont été enregistrés. Le dernier fait remonte au 28 mars à Butale où 16 ressortissants burundais (migrants économiques) avaient été enlevés par des hommes armés présumés appartenir au groupe Mai Mai Yakutumba sous le commandement de Bavon. Leur objectif était de se procurer de l'argent par le biais de rançons.

A Kabambare, ce sont les miliciens Twa, qui s'illustrent par des incursions (villages de Quatre coins, Manyanga et Lukolo) suivies des abus ; entre autres, les pillages, les enlèvements de civils et les blessés par balles. En plus des abus, ces incursions s'accompagnent de déplacement de grande envergure de civils quittant les villages de Kabambare pour se diriger vers les villages du Sud-Kivu (Tulonge et Nyange) dans le Territoire de Fizi.

A Shabunda, deux événements majeurs sont à noter. Le 1<sup>er</sup> concerne la reddition de 57 éléments Raiya Mutomboki faction Ngandu, auprès des FARDC à Bukavu. Le 2<sup>ème</sup> événement concerne l'incursion des Raiya Mutomboki faction Blaise Lukisa à Kitunda où 13 femmes ont été violées.

Dans le territoire de Mwenga, des miliciens Raia Mutomboki s'illustrent par des viols (3 femmes violées la nuit du 26 au 27 mars, dans le village de Mulombozi) et des recrutements forcés (17 jeunes hommes).

### Protection de l'enfance

**83 violations** soit 7,14% ont affecté les enfants. Ces violations ont touché principalement les enfants entre 12 et 17 ans.

**62 cas** en lien avec les violations graves commises sur les enfants en situation de conflits armés ont été documentés. Avec 57 cas, le recrutement et utilisations d'enfants est la violation commise sur les enfants la plus importante en termes de chiffre de ce mois. La plupart des violations affectant les enfants sont commises dans le cadre des conflits intercommunautaires, lors de la traque des groupes armés par les FARDC.

Selon les statistiques, les Maï Maï (67% des cas) et les FARDC (33% des cas) restent les principaux présumés auteurs de ces violations commises sur les enfants. A Fizi (21 cas), Mwenga (12) et Shabunda (13), le renforcement des effectifs est la raison majeure du recrutement des enfants par les groupes armés et milices impliquées dans les conflits intercommunautaires. Dans le rang des FARDC, la raison de l'utilisation des enfants serait le transport des effets militaires. Ces enfants sont souvent victimes de maltraitance car accusé par les forces armées régulières de collaborer avec les milices armées.

## Violences sexuelles et sexiste

**Au total 76 cas** ont été collectés et documentés au mois de mars. Il s'agit respectivement de **29 cas de viols**, **17 agressions sexuelles**, 24 agressions physiques, 3 mariages forcés, 1 déni de ressources et 02 violences psychologiques. Concernant les viols, tous les territoires ont été touchés, mais trois se démarquent. Il s'agit de Mwenga (07 cas), Uvira (07 cas) et Fizi (06 cas). S'agissant des présumés auteurs, les cas de viols ont été perpétrés en majeure partie par les Maï Maï (07 cas), les FARDC (06 cas) et la population civile (06 cas). Les survivantes sont majoritairement les résidents (15 cas soit 52%), suivi des personnes retournées (09 cas soit 31%) et enfin les personnes déplacées internes (05 cas soit 17%).

Tout comme le mois passé, ces viols surviennent la plupart du temps sur les chemins menant au champ, lors des incursions dans les villages ou des embuscades menées par les groupes ou individus armés.

Du 29 mars, 13 femmes seront violées à Kitunda dans le territoire de Shabunda et 03 autres à Mulombozi, dans le territoire de Mwenga, le 30 mars 2020, lors de l'incursion des Raiya Mutomboki Factions Blaise Lukisa et Nguvu ya milima. à Kafulo, une femme se fera violée et assassinée dans la nuit du 14 au 15 mars par deux ex-Maï Maï.

S'agissant de la prise en charge, 27 survivantes ont reçu les Kits PEP. Malheureusement, certaines femmes (2 selon nos données du mois) refusent encore cette prise en charge. Pour cause, l'éloignement et l'insécurité sur le chemin qui mène au centre de santé et la stigmatisation dans une société où le viol reste un tabou.

## Cohabitation pacifique

Dans les Hauts Plateaux de Fizi et d'Uvira, plus précisément dans les villages de Karongozi, groupement de Basimunyaka sud, secteur de Lulenge/Fizi et dans le village de Muranzia, localité de Masatha, groupement de Bijombo/Uvira, la tension entre les communautés Banyamulenge et Bafuliru-Babembe-Banyindu reste vive.

En effet, les actes quasi quotidiens de violence (atteinte à l'intégrité physique et celle à la propriété) des parties en conflit ne fait qu'empirer la situation. Ces communautés s'affrontent par groupes armés interposés, commettant des exactions à l'encontre des communautés opposées. Ainsi, le 25 mars 2020, des hommes présumés Maï Maï ont volé du bétail appartenant à 5 retournés banyamulenge. Un incident similaire sera signalé dans le territoire d'Uvira, où du bétail appartenant à un déplacé Fuliru sera pillé par des miliciens Twigwaneho. La victime sera ensuite blessée par balles sous le prétexte qu'il collaborerait avec les Maï Maï. Ces incidents intensifient la tension dans la zone en créant une crise de confiance entre les communautés.

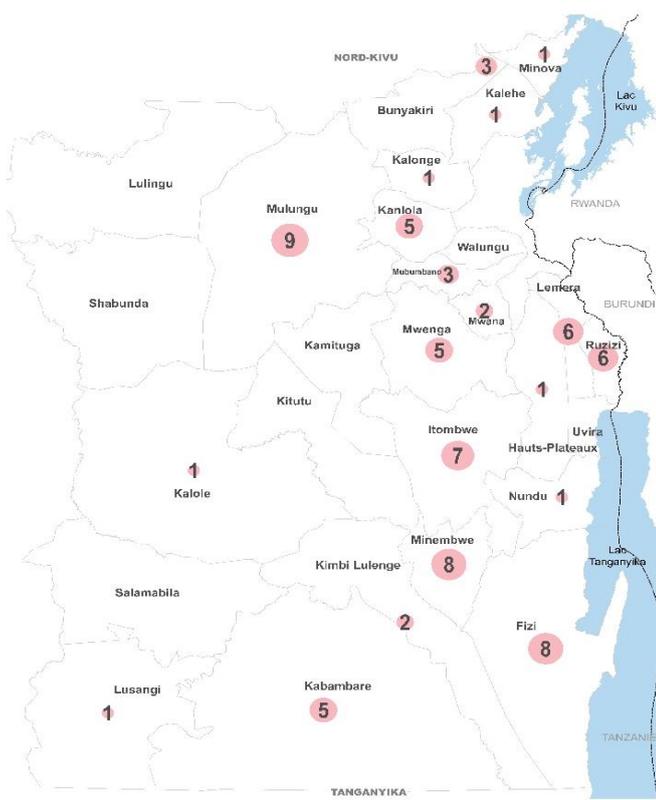
A Shabunda, un ancien conflit entre le clan Kaluka (communauté Rega) et le clan Isuma (communauté Shi), qui vivait en parfaite harmonie depuis longtemps, a ressurgi. En effet, le 22 mars 2020 à Nyalubemba, dans le groupement de Bamuguba sud, le fils du chef de Bakisi, de passage à Nyalubemba, a fait une déclaration dans laquelle il aurait traité le clan Isuma d'étranger. Il les aurait accusés d'avoir commis plusieurs violations, entre autres le viol de 13 femmes à Kitunda le 29 mars, par le biais de leur groupe armé Raiya Mutomboki faction Blaise. Ces accusations ont ravivé la tension entre les deux clans Kalula et Isuma, le premier menaçant de chasser le second de Nyalubemba. A la suite de ces déclarations, les groupes armés affiliés aux différents clans ont pris position et menacent de s'affronter. La panique et l'agitation sont grandes au sein de la population qui craint une escalade de violence et des affrontements entre factions armées.

Le territoire de Mwenga, spécifiquement la zone de santé de Itombwe, a également été affecté par les conflits intercommunautaires. Comme à Fizi et à Uvira, des groupes armés affiliés à des groupes ethniques, pillent et recrutent des civils par force. Dans la nuit du 30 mars 2020, dans le village de Bilalombili/ groupement de Basimukindji, des présumés Gumino ont pillé du bétail appartenant à un résident. Dans la nuit du 26 au 27 mars, ce sont 17 jeunes (hommes) du village de Mulombozi, dans le groupement de Basimwenda qui ont été recrutés par force par la coalition Raiya Mutomboki (Nguvu ya milima, Ngyalabatu, luma et Nakiliba). Ils auraient été contraints de rejoindre le mouvement de défense des territoires de Mwenga et de Fizi menacés par les Banyenmulenge à travers leur milice Gumino.

## Violations par zone de santé et par catégorie de violation

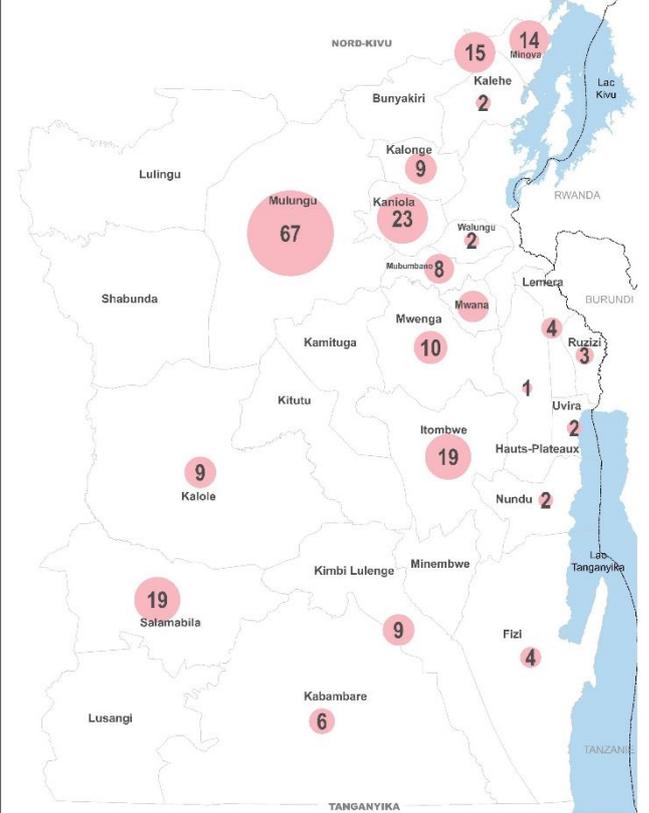
### Violences sexuelles

(Viols, agressions physiques, agressions sexuelles)



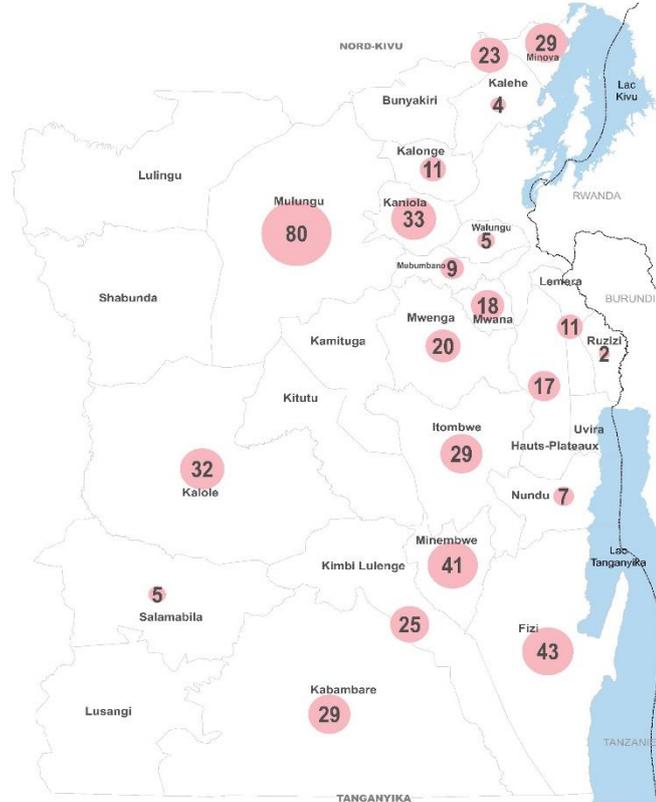
### Violations du droit à l'intégrité physique

(coups et blessures, homicides, tortures)



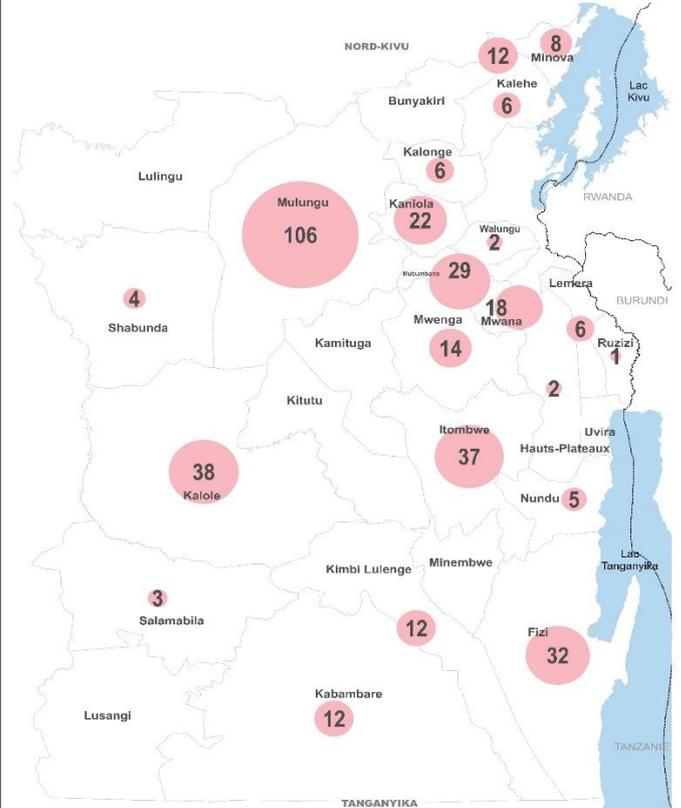
### Violations du droit à la propriété

(Extorsions de biens, pillages)



### Violations du droit à la liberté

(Travaux forcés, arrestations arbitraires, enlèvements)



## Analyse contextuelle, défis et perspectives par territoire

Territoire	Contextes et défis	Perspectives
Fizi	<p>Au vu des alertes partagées ce mois, la situation de protection de Fizi reste dominée par une intense activité des groupes et inconnus armés. Des braquages, pillages, enlèvements, attaque de position FARDC et viols ont été documentés. Des groupes armés, déjà actifs dans la zone, se sont particulièrement concernés. Il s'agit des Maï Maï Yakutumba de la faction Bavon, des milices Twa, et des groupes isolés comme le groupe armé Mutingwa. Notons qu'il y a une résurgence d'incidents attribués à des inconnus armés. Ces incidents ont été enregistrés sur l'ensemble du territoire mais beaucoup plus dans la collectivité de Ngandja, au sud de Fizi avec environ 5 alertes partagées. On pourra citer en exemple l'attaque de la base d'une ONG internationale le 23 mars à Kilembwe. 07 inconnus armés se sont introduits dans la base, maîtrisant les gardiens et emportant plusieurs matériels logistiques et une importante somme d'argent. Il sied de signaler, que les ONG sont de plus en plus la cible de ce banditisme généralisé. En dehors des braquages, des enlèvements d'humanitaires sont aussi enregistrés. Par ailleurs, le nombre d'enlèvement a aussi augmenté dans le territoire. Au total, 24 civils (04 résidents à Kasolelo le 01mars, 01 humanitaire à Kasandjala le 07 mars, trois IDPs à Lubinga les 16 mars et 16 citoeyns burundais - migrants économiques le 28 mars) seront victimes d'enlèvement avec demande de rançon dans la plupart des cas. La raison majeure de ces violations reste la quête du gain facile des moyens de subsistance. La prolifération des armes à feu reste un facteur majeur favorisant ces violations. Cette situation, si on n'y prend garde pourrait avoir un impact négatif sur les activités des humanitaires, compromettant ainsi l'assistance aux populations rendues déjà vulnérables par l'activité de ces groupes et inconnus armés.</p>	<p>Mener des Plaidoyers auprès des autorités étatiques et militaires afin de renforcer la sécurité surtout dans le secteur de Ngandja qui demeure la proie des groupes armés (Cluster Protection provincial)</p>
Kabambare	<p>Selon les incidents rapportés, le territoire devient la proie des miliciens Twa qui sont restés très actifs et sont responsable de plusieurs pillages, braquage, incursion et enlèvements. En effet, bon nombre des alertes rapportés font état de leurs actions dans la collectivité de Babuyu, particulièrement dans le groupement de Benyabemba, à la frontière avec le territoire de Fizi. Le 03 mars, le village 4 coins sera attaqué, 3 civils y ont été blessés par balle et 10 maisons incendiées. Le 19 mars, c'est le carré minier de Muzanza qui a été investi par des miliciens Twa, des biens de valeur ont été emportés. Ces actions s'inscrivent toujours dans la recherche de biens de subsistance. En plus des violations commises lors de ces attaques et embuscades, ces incursions à répétition poussent la population civile à se déplacer vers le Sud-Kivu pour sa sécurité et par ricochet accentue la vulnérabilité de la population. Ainsi, suite à l'attaque du village de Manyanga, 41 ménages vont se déplacer vers Nyange. De même, l'attaque de Lukolo va pousser 37 ménages (198 personnes) à se déplacer vers Tulonge. Signalons que Salamabila, avec la protection des FARDC connaît une accalmie favorisant le retour de 58 ménages (312 personnes) en provenance de Wamaza, Kasongo et Kongolo.</p>	<p>Mener un plaidoyer auprès des autorités FARDC pour le renforcement de la sécurité dans le groupement de Benyabemba, particulièrement dans les localités à la frontière avec le territoire de Fizi. (<b>Cluster protection Provincial</b>).</p>
Shabunda	<p>Le contexte de protection et de sécurité de la zone est toujours alimenté par les factions Raiya Mutomboki. Deux faits majeurs sont à relever ce mois à Shabunda : la reddition de certains éléments Raiya Mutomboki et des actions de grand banditisme. Plusieurs redditions sont enregistrées, tout comme les mois précédents. Ainsi le 09 mars, cinquante-sept (57) éléments Raiya Mutomboki faction Ngandu, s'étaient rendus aux FARDC et étaient accompagnés à Bukavu avec les notables de Kigulube. Cette reddition était le résultat de l'appel des autorités provinciales aux groupes armés à se rendre et de la sensibilisation de la société civile et des leaders communautaires de la zone. Cette initiative a été saluée par la population locale. Néanmoins, certaines factions Raiya Mutomboki des territoires voisins (Walungu et Kabare), profitant de ce vide, étendent leur rayon d'action dans le groupement de Bamuguba Sud. A titre illustratif, le 29 mars, une incursion avait été menée par les Raiya Mutomboki faction Blaise Lukisa dans le village de Kitunda/ groupement de Bamuguba-Sud. 13 femmes seront violées à cette occasion. Cet incident a ravivé une tension entre les communautés Rega et Bashi à Nyalubemba-Kitunda (cf. section cohabitation pacifique). Cette situation, en plus de créer une forte tension dans la zone pourrait freiner la reddition des groupes armés qui pourraient revenir s'affronter vu que ces derniers sont affiliés aux belligérants. Un gros risque d'affrontement avec son corollaire de violation des droits des populations civiles est à prendre en considération.</p>	<p>Mener un plaidoyer auprès des autorités administratives et militaires pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Un renforcement de la sécurité dans le groupement de Bamuguba Sud ;</li> <li>-Une médiation et une sensibilisation entre les communautés Shi et Rega pour une résolution du différend qui les opposent</li> </ul>

<p><b>Uvira</b></p>	<p>Le territoire d'Uvira enregistre ce mois, des conflits intercommunautaires et des incursions de groupes armés étrangers.</p> <p>Dans les Hauts Plateaux de Bijombo, au sud du territoire d'Uvira, le conflit intercommunautaire entre communauté banyamulenge d'un côté et communautés bafuluru, banyindu et babembe de l'autre, perdure. Le conflit a pris une ampleur majeure au regard du mode opératoire actuel adopté par les belligérants. Ces groupes antagonistes procèdent par attaques ciblées, des représailles en réponses à des attaques engendrant des violations des droits de l'homme telles que les meurtres, les enlèvements, les pillages et les viols. Ces violations sont commises sur des populations civiles juste parce qu'elles appartiennent au groupe ethnique opposé. A titre illustratif, le cheptel d'un déplacé fuluru a été visité par les miliciens Twigwaneho qui y ont pillé le bétail avant de lui tirer une balle, car accusé de collaborer avec les Maï-Maï. Ainsi, en représailles à cet incident, les Maï-Maï dans la nuit du 13 au 14 mars, dans le village de Muranzia, localité de Masatha/groupement de Bijombo ont visité le cheptel de 4 déplacés Banyamulenge et ont emportés leurs bétails.</p> <p>Les Maï-Maï Mbulu se sont retranchés dans le groupement de Luberizi, précisément dans les villages de Ngendo et de Kibirizi où ils obligent chaque ménage à payer une contribution de 500FC ou donner des vivres équivalent à cette somme. Les heures de circulation y sont règlementées (entre 8h et 18h). Le non-respect de ces règles entraîne des sanctions. En effet, dans la soirée du 15 mars à 18h, deux résidents ont été battus par les miliciens Mbulu à Kibirizi, dans le groupement de Luberizi pour n'avoir pas contribué pour leurs rations.</p>	<p>Mener un plaidoyer auprès des autorités provinciales militaires et civiles pour renforcer la sécurité dans les Hauts et Moyens plateaux d'Uvira ainsi que dans la plaine de la Ruzizi : (<b>Cluster Protection</b>)</p>
<p><b>Mwenga</b></p>	<p>Ce territoire connaît une présence très active de groupes armés Raiya Mutomboki, toutes factions confondues, en plus de la présence des éléments du Conseil National pour le Renouveau et la Démocratie (CNRD- FDLR) venus de Kalehe lors des opérations militaires de traque de ces derniers, menées par les FARDC en décembre 2019.</p> <p>En effet, le 14 mars, le village de Butongo/ groupement d'Ihanga/ Chefferie de Luindi, a été investi par des miliciens Maheshe qui ont emporté des biens de valeur et de 1<sup>ère</sup> nécessité dans plusieurs ménages. Ils ont réquisitionné 05 civils pour le transport des biens volés, qu'ils ont battus sévèrement pour avoir affiché une résistance à cette injonction. Par ailleurs, un cas similaire d'incursion signalé dans la nuit du 26 au 27 mars perpétré par la coalition Raiya Mutomboki (Ngunvu ya milima, Ngyalabatu, Luma et Nakiliba) dans le village de Mulombozo, dans le groupement de Basimwenda 1<sup>er</sup>, a été enregistré. A cet effet, le vol de biens de valeur, le viol de 03 femmes (ayant reçues le Kit PEP à l'Hopital Général de Référence de Kamituga) et le recrutement forcé de 17 jeunes hommes pour le renforcement de leur effectif ont eu lieu. Le 28 mars, cinq des otages seront relâchés après paiement d'une rançon de 200.000Fcs.</p> <p>Les motifs de ces attaques et autres méfaits restent le gain facile, la recherche de biens de subsistance. Notons par ailleurs que ces exactions en plus de l'instabilité qu'elle crée dans les localités affectent la vie des populations qui vivent dans la peur et l'insécurité.</p>	<p>Mener des plaidoyers auprès des autorités pour renforcer la présence des Forces Armées de la République démocratique du Congo (<b>FARDC</b>) dans le secteur d'Itombwe, Chefferie de Luindi et de Basile pour la sécurité et la protection de la population civile.</p>
<p><b>Kalehe</b></p>	<p>Ce Territoire reste marqué par la présence des groupes armés (Kirikicho, Maheshe et miliciens Twa) qui du reste demeurent très actifs en dépit de la reddition de certains miliciens Kirikicho (deux colonels et 15 éléments en février dernier). Ces miliciens de la faction Kirikicho commettent bien d'abus contre les civils dont les pillages, les coups et blessures et des enlèvements. En effet, dans la nuit du 10 au 11 mars 2020, ces miliciens avaient enlevé 8 hommes retournés pour les amener vers une destination inconnue.</p> <p>L'on constate également que les FARDC ne sont pas restées en marge de ces violations de droits humains. A titre illustratif, les FARDC lors de la traque des miliciens Kirikicho, avaient réquisitionnés 05 retournés, tous des hommes, pour le transport des effets militaires. 6 autres civils ayant résisté, ont été flagellés et une amende de 10.000Fcs par personne leur a été exigé avant d'être relâché.</p> <p>Par ailleurs, les miliciens Twa en provenance du Parc National de Kahuzi Biega (PNKB) ont commis des incursions dans les villages de Kabumbiro et Nyamutwe, dans le groupement de Mbinga Sud. 03 hommes retournés ont été amenés dans le parc et une rançon a été exigée pour leur libération.</p> <p>Enfin, il sied également de signaler la présence des éléments du CNRD depuis le 24 mars à Kalaisa/ groupement de Kalima. Ils seraient venus de Tchulabihao. Leur présence dans la zone crée une peur au sein de la population à cause, non seulement des éventuelles violations qu'ils pourraient commettre mais surtout des attaques que les FARDC pourraient mener contre ces combattants.</p>	<p>Mener un plaidoyer auprès de la hiérarchie FARDC pour le déploiement des militaires dans les zones où les CNRD et autres groupes armés se positionnent afin de protéger la population civile.</p>

## Recommandations

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Niveau d'urgence
Monitoring de Protection	Plaidoyer auprès des FARDC pour renforcer la protection des civils dans les Hauts Plateaux d'Uvira-Fizi-Mwenga et pour les populations de Shabunda.	Cluster protection	Urgent
	Plaidoyer auprès des autorités congolaises pour la mise en place d'un mécanisme adéquat pour l'encadrement des miliciens favorables à la reddition aux FARDC (Territoires de Shabunda et Kalehe).	MONUSCO DDR	Urgent
	Formations des officiers FARDC sur les droits humains dans l'ensemble des territoires de la province	HCR-INTERSOS	Normal
SGBV	Intensifier les sensibilisations sur l'importance pour les survivantes de viol de se rendre dans les 72h au centre de santé (cas des 13 femmes violées à Kitunda), à la prévention et à la dénonciation des cas de SGBV à Shabunda, Mwenga et Fizi.  Encourager les acteurs ayant la capacité d'apporter la réponse au bénéfice des survivant(e)s (Prise en charge psychosociale, réinsertion socioéconomique et la prise en charge juridique et judiciaire) dans les zones exposées.	SC SGBV et les ONG intervenant dans ce volet	Urgent
Protection de l'enfance	Sensibiliser les groupes et milices armés sur l'interdiction de recruter de force des enfants.	Monusco Child protection TPO et CICR	Urgent
Cohabitation pacifique	Plaidoyer auprès des autorités nationales et provinciales pour leur implication dans la pacification des Hauts Plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga/Itombwe ainsi qu'à Shabunda.	Sous GT LTP (DIC)	Urgent

### Pour tout contact :

Manke Kante, Chef de bureau HCR Bukavu, [kante@unhcr.org](mailto:kante@unhcr.org)

Nadia Barheza, Administrateur Associé à la Protection, [barheza@unhcr.org](mailto:barheza@unhcr.org)

## Annexes

### Mouvements des populations

statuts	Lieux de provenance	Lieux de déplacement	Motifs/Causes de déplacement	Nombre de ménages
<b>Territoire de Mwenga</b>				
PDIs	Bijombo, Mutambala et Basimukindji 1 <sup>er</sup> Secteur Itombwe	Kyamba dans Groupement Batumba, Muhuzi dans le groupement de Kigogo, le 08 mars 2020	Insécurité suite aux affrontements récurrents entre les Mayi Mayi et Milice Gumino	230 ménages composés de 1150 personnes dont 230 hommes, 380 femmes et 321 Filles et 219 garçons
PDIs	Buzinda, groupement Batumba, Chefferie de Basile.	Forêt et Mwenga centre	Présence des éléments FDLR en date du 27 mars 2020	100 ménages constitués de 500 personnes dont 78 hommes, 113 femmes et 309 enfants
<b>Territoire de Kabambare</b>				
PDIs retournés	Kongolo, Kasongo, Wamaza.	Salamabila Centre, du 14 au 16 mars 2020	L'accalmie observée dans la zone.	58 Ménages constitués de 312 personnes dont 84 Femmes, 52 Hommes et 176 Enfants
<b>Territoire de Shabunda</b>				
PDIs	Luyuyu dans le groupement de bamuguba sud	Katusi et Bwise dans le groupement de bamuguba sud le 03 mars 2020	Incursions répétées des miliciens Raïa Mutomboki des factions Donat, Walike, Kabazimiya, Musolwa et 100Kgs	85 ménages constitués de 425 personnes (50% d'enfants, 25% de femmes et 15% d'hommes).
PDIs	Luyuyu dans le groupement de Bamuguba sud en date du 9 mars 2020	Katusi, Bwise, Nzovu dans le groupement de Bamuguba sud	Crainte des représailles des Raïa Mutomboki de faction Donat qui préparent de lancer de nouvelles attaques sur Luyuyu	63 Ménages constitués de 325 personnes (35% d'enfants, 28% de femmes et 8% d'hommes).
<b>Territoire de Kalehe</b>				
PDIs	Localité de Caminunu, groupement de Kalonge en chefferie de Buhavu	Villages Cholobera, Mulé, et Chifunzi centre en date du 09 mars /2020	Affrontement entre FARDC et les Raï Mutomboki factions Gaston et Bipopa	200 ménages de 1.000 personnes (62% d'enfants, 27% de femmes et 10% d'hommes).
PDIs	Caminunu, localité du groupement de Kalonge	Cholobera, Kabingu, Kalonge, en date du 15 mars 2020	Echange des tirs entre les FARDC eux même en confusion aux groupes armés	1028 ménages de 5140 personnes (47% d'enfants, 33% de femmes et 20% d'hommes).
PDIs	Villages de Mule et Bisisi, groupement de Kalonge en chefferie de Buhavu	Localité de Caminunu le 27 mars 2020	Coalition entre les Raïa Mutomboki faction Gaston et CNRD dirigé par un certain Général Habakuki dans l'objectif d'attaquer les FARDC	150 ménages de 750 personnes (45% d'enfants, 30% de femmes et 18% d'hommes).

### #Violations par Territoire

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forces	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force		Deni de ressource	Violence Psychologique
Fizi	3	9	15	29	22	0	0	94	0	0	14	1	0	0	0	6	4	9	0	0	0	206
Uvira	3	4	2	0	11	11	2	10	0	0	6	4	0	0	0	7	0	3	0	1	2	66
Kalehe	8	2	1	21	50	2	0	15	0	0	30	2	0	0	8	2	3	1	0	0	0	145
Shabunda	61	8	8	71	106	2	0	0	2	2	70	0	0	0	6	3	5	2	0	0	0	346
Walungu	19	5	4	25	37	0	0	0	0	0	30	0	0	0	0	1	0	6	1	0	0	128
Mwenga	32	2	0	28	51	6	0	10	0	0	30	8	0	0	0	7	3	3	1	0	0	181
Kabambare	0	6	0	9	0	0	0	34	0	0	25	0	0	0	0	3	2	0	1	0	0	80
Kabare					3	0	0	3	0	0	3	0	0	0	0							9
<b>Total général</b>	<b>126</b>	<b>36</b>	<b>30</b>	<b>183</b>	<b>280</b>	<b>21</b>	<b>2</b>	<b>166</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>208</b>	<b>15</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>29</b>	<b>17</b>	<b>24</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1,161</b>

### #Violations par statut des victimes

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forces	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force		Deni de ressource	Violence Psychologique
PDIs retournés	71	13	6	119	174	9	0	40	2	2	108	7	0	0	10	9	3	17	2	0	0	592
PDIs	11	6	6	11	32	12	0	53	0	0	29	5	0	0	2	5	4	3	1	1	0	181
Residents	43	16	18	53	74	0	2	73	0	0	71	3	0	0	2	15	10	4	0	0	2	386
Réfugiés	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
<b>Total général</b>	<b>126</b>	<b>35</b>	<b>30</b>	<b>183</b>	<b>280</b>	<b>21</b>	<b>2</b>	<b>166</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>208</b>	<b>15</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>29</b>	<b>17</b>	<b>24</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1,160</b>

### #Violations par auteurs présumés

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forces	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force		Deni de ressource	Violence Psychologique
Autorité locale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	2
Bandits	0	8	0	1	23	11	0	23	0	0	11	2	0	0	0	4	3	0	0	0	0	86
FARDC	41	4	0	85	77	0	0	10	0	0	75	1	0	0	11	6	3	3	0	0	0	316
Groupe arme inconnu	0	0	0	0	1	0	0	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16
Inconnu	0	3	12	5	20	0	0	22	0	0	19	0	0	0	0	2	2	0	0	0	0	85
Mai Mai	68	21	18	83	141	10	2	96	0	0	95	11	0	0	3	7	8	10	2	0	2	577
PNC	9	0	0	0	3	0	0	0	2	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18
Pop civile	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	1	0	0	0	6	1	10	1	1	0	22
ANR	2	0	0	0	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
FDLR	6	0	0	9	13	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31
FNL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	3
<b>Total général</b>	<b>126</b>	<b>36</b>	<b>30</b>	<b>183</b>	<b>280</b>	<b>21</b>	<b>2</b>	<b>166</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>208</b>	<b>15</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>29</b>	<b>17</b>	<b>24</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1,161</b>

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forces	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force		Deni de ressource	Violence Psychologique
<b>Femmes</b>																						
0-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	3
5-11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
12-17	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	2	0	1	0	0	15
18-59	11	6	0	11	40	6	1	25	1	1	20	3	0	0	2	20	15	22	2	1	1	188
60+	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	3
<b>Sous-total</b>	<b>12</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>16</b>	<b>40</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>25</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>21</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>29</b>	<b>17</b>	<b>23</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>210</b>
<b>Hommes</b>																						
0-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5-11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12-17	0	2	25	22	2	0	0	1	0	0	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64
18-59	114	25	5	144	235	15	1	127	1	1	172	11	0	0	11	0	0	1	0	0	1	864
60+	0	2	0	1	3	0	0	13	0	0	3	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	23
<b>Sous-total</b>	<b>114</b>	<b>29</b>	<b>30</b>	<b>167</b>	<b>240</b>	<b>15</b>	<b>1</b>	<b>141</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>187</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>951</b>
<b>Total général</b>	<b>126</b>	<b>36</b>	<b>30</b>	<b>183</b>	<b>280</b>	<b>21</b>	<b>2</b>	<b>166</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>208</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>14</b>	<b>29</b>	<b>17</b>	<b>24</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1,161</b>

## #Violations par zone de santé

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE						VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total	
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Dequerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource		Violence Psychologique
Fizi	3	2	12	15	8	0	0	35	0	0	3	1	0	0	0	3	4	1	0	0	0	87
Ruzizi	0	1	0	0	0	0	2	0	0	0	2	1	0	0	0	2	0	2	0	0	2	12
Kalehe	3	0	0	3	4	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	13
Shabunda	0	0	0	4																		4
Uvira											0	2	0	0	0							2
Kalole	12	5	3	18	32	0	0	0	0	0	6	0	0	0	3	0	0	1	0	0	0	80
Lemera	3	3	0	0	11	0	0	0	0	0	3	1	0	0	0	4	0	1	0	1	0	27
Nundu	0	0	0	5	0	0	0	7	0	0	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	15
Mulungu	49	3	5	49	74	2	0	0	2	2	64	0	0	0	3	3	5	1	0	0	0	262
Kaniola	12	3	4	3	26	0	0	7	0	0	23	0	0	0	0	0	0	4	1	0	0	83
Mwana	12	0	0	6	18	0	0	0	0	0	9	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	47
Mubumbano	7	2	0	20	9	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0	1	0	2	0	0	0	49
Mwenga	4	2	0	8	20	0	0	0	0	0	10	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	49
Kabambare	0	6	0	6	0	0	0	29	0	0	6	0	0	0	0	3	2	0	0	0	0	52
Minova	0	0	0	8	23	0	0	6	0	0	14	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	52
Kimbi Lulenge	0	7	3	2	8	0	0	17	0	0	9	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	48
Haut-Plateau	0	0	2	0	0	11	0	6	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	21
Kalonge	5	1	0	0	4	0	0	7	0	0	7	1	0	0	1	0	1	0	0	0	0	27
Bunyakiri	0	1	1	10	19	2	0	2	0	0	7	1	0	0	7	0	2	1	0	0	0	53
Saramabila	0	0	0	3	0	0	0	5	0	0	19	0	0	0	0							27
Lusangi																0	0	0	1	0	0	1
Itombwe	16	0	0	21	13	6	0	10	0	0	11	8	0	0	0	1	3	2	1	0	0	92
Minembwe					6	0	0	35	0	0					0	0	8	0	0	0	0	49
Walungu	0	0	0	2	5	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0							9
Total général	126	36	30	183	280	21	2	166	2	2	208	15	0	0	14	29	17	24	3	1	2	1,161

## Tableaux croisés

Les matrices ci-dessous doivent être lues verticalement.

Ex. Les Mai Mai sont présumés auteurs de 73% d'incidents d'homicides.

Violations	Mai Mai	Autorité locale	Bandits	FARC	Groupe arme Inconnu	Inconnu	PNC	Pop civile	FNL
Arrestation Arbitraire	54%	0%	0%	33%	0%	0%	7%	0%	0%
Enlevement	58%	0%	22%	11%	0%	8%	0%	0%	0%
Travaux Forcés	45%	0%	1%	46%	0%	2%	0%	0%	0%
Extorsions de biens	50%	0%	8%	28%	0%	6%	1%	0%	0%
Incendie	48%	0%	52%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Pillages	58%	0%	14%	6%	9%	10%	0%	0%	0%
Coup/Blessure	46%	0%	5%	36%	0%	5%	1%	1%	0%
Homicide	73%	0%	13%	7%	0%	0%	0%	7%	0%
Torture/Traitement inhumain	21%	0%	0%	79%	0%	0%	0%	0%	0%
Viol	24%	3%	14%	21%	0%	7%	0%	21%	10%
Agression sexuelle	47%	0%	18%	18%	0%	12%	0%	6%	0%
Agression Physique	42%	4%	0%	13%	0%	0%	0%	42%	0%
Deni de ressource	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%

Violations	Fizi	Uvira	Kalehe	Shabunda	Walungu	Mwenga	Kabambare	Kabare
Arrestation Arbitraire	2%	2%	6%	48%	15%	25%	0%	0%
Enlevement	25%	11%	6%	22%	14%	6%	17%	0%
Travaux Forcés	16%	0%	11%	39%	14%	15%	5%	0%
Extorsions de biens	8%	4%	18%	38%	13%	18%	0%	1%
Incendie	0%	52%	10%	10%	0%	29%	0%	0%
Pillages	57%	6%	9%	0%	0%	6%	20%	2%
Coups et blessures	7%	3%	14%	34%	14%	14%	12%	1%
Homicide	7%	27%	13%	0%	0%	53%	0%	0%
Torture/Traitement inhumain	0%	0%	57%	43%	0%	0%	0%	0%
Viol	21%	24%	7%	10%	3%	24%	10%	0%
Agression sexuelle	24%	0%	18%	29%	0%	18%	12%	0%
Agression physique	38%	13%	4%	8%	25%	13%	0%	0%
Deni de ressources	0%	100%	0%	0%	0%	0%	0%	0%